

## JUSTICE

# Le SPIP et la « réforme oubliée »

Les travailleurs sociaux haut-rhinois du SPIP ont manifesté jeudi à Paris. Pour rappeler à l'État ses engagements.

« Comme d'habitude, nous n'avons pu accéder à la place Vendôme ni à l'Assemblée nationale », raconte Sabrina Alexander. Avec la moitié de l'effectif du site de Colmar et d'Ensisheim du service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), la déléguée CGT a participé jeudi à la manifestation nationale à Paris.

Les SPIP sont chargés de suivre les personnes condamnées à une mesure judiciaire. Avec une finalité : « Éviter la récidive. » La CGT entendait rappeler à l'État, par ce mouvement de protestation qui dure depuis plusieurs semaines « qu'il doit respecter sa parole » : « Un protocole a été signé par le président de la

République en mai 2017, explique Sabrina Alexander, mais le décret d'application n'est jamais sorti. C'est une réforme oubliée ! »

### « La reconnaissance de notre métier »

Or les conseillers du SPIP attendent les effets de ce protocole : « C'est notamment l'accès à la catégorie A, la reconnaissance de notre métier », ajoute la représentante CGT des personnels SPIP du Haut-Rhin.

Les SPIP rassemblent 3 000 conseillers en France. À Colmar, ils sont 14 avec chacun une centaine de personnes à suivre. « On est monté jusqu'à 120 alors que les préconisations limitent à 50, 60 le nombre de dossiers par conseiller. »

Ph. M.